

RESUME

Les contrats d'assurance doivent respecter les **règles générales** propres à tout contrat, mais également les règles propres aux contrats signés entre un professionnel et un consommateur.

Ils sont soumis également à des **règles qui leur sont propres** et à des règles spécifiques à chaque type de contrat.

Les **principes fondamentaux** du droit des assurances concernent la définition du contrat d'assurance, la mise en place de ce type de contrat, ses effets et son régime fiscal.

On peut retenir que le contrat d'assurance peut porter atteinte à la liberté contractuelle lorsqu'il est imposé par la loi. Il est soumis à une **obligation renforcée d'information et de conseil** de la part de l'assureur, mais également de l'assuré. Il peut prévoir un **paiement indemnitaire ou forfaitaire** avec la possibilité pour l'assureur d'introduire un plafond ou une franchise. Pour finir, des conditions encadrent la modification du contrat d'assurance en cours de vie, les modalités de déclaration en cas de sinistre ou encore l'extinction du contrat.

Outre ces règles générales applicables à tout contrat d'assurance, il est important de retenir que des **règles spécifiques** s'appliquent en fonction du type de contrat d'assurance souscrit par l'entreprise.

Ainsi, on distingue :

- les **assurances de biens** de l'entreprise allant de l'assurance incendie à l'assurance pertes d'exploitation ou à l'assurance multirisques ;
- les **assurances en cas d'engagement de la responsabilité** de l'entreprise concernant tous les risques liés à l'activité de l'entreprise ou à la livraison du bien ;
- les **assurances de personnes** telles que les contrats de groupe ou l'assurance homme-clé ;
- le **contrat d'assurance-vie** pouvant être souscrit sur la tête du dirigeant, pour garantir un emprunt ou servant d'épargne comme moyen de rémunération des salariés.

CORRIGES

Exercices

★ EXERCICE 1 La société Elec' et l'assurance homme-clé ⌘ 15 minutes

1. À quelles conditions M. Segor pourra-t-il mettre en œuvre cette assurance ?

Règle de droit

L'assurance des biens d'une entreprise permet de protéger ces biens contre tout risque, dont le vol. Le contrat doit préciser les risques couverts et la valeur des biens protégés. En cas de réalisation du risque, il appartient à l'assuré d'en apporter la preuve. Il doit informer l'assureur par le biais d'une déclaration de sinistre dans un délai de deux jours en cas de vol à compter de celui-ci. De plus, le contrat peut prévoir des conditions supplémentaires à respecter comme le récépissé du dépôt de plainte.

Application au cas

En l'espèce, M. Segor devra faire une déclaration de sinistre dans les deux jours suivant le vol et l'accompagner des documents justificatifs tel que précisé dans le contrat d'assurance.

2. Présentez-lui les intérêts de la souscription d'une assurance homme-clé.

Règle de droit

L'assurance homme-clé est une assurance protégeant l'entreprise contre les pertes d'exploitation liées au décès ou à l'invalidité d'au moins trois mois d'un homme-clé. Celui-ci est un salarié jouant un rôle déterminant pour le fonctionnement de l'entreprise. S'il vient à décéder ou à être mis en incapacité, il ne pourra plus jouer son rôle au sein de l'entreprise. Il en résulte alors un préjudice pour celle-ci liée à une baisse du résultat mais également aux mesures mises en œuvre pour le remplacer.

Application au cas

L'assurance homme-clé est essentielle lorsque l'activité de l'entreprise dépend d'une personne en particulier du fait de ses compétences spécifiques, de sa place dans l'entreprise ou de ses contacts indispensables au bon fonctionnement de cette activité. En l'espèce, il pourrait être intéressant de souscrire une assurance homme-clé portant sur le dirigeant, qui a toujours une place très importante dans les petites entreprises. Le responsable commercial, en fonction de son rôle, de ses compétences et de son relationnel avec les clients, peut également être considéré comme un homme-clé.

3. Quel en est le régime fiscal ?

Règle de droit

Le régime fiscal d'un contrat d'assurance concerne deux aspects :

- la possibilité de déduire les primes d'assurance en tant que charges ;
- le fait d'être imposé sur l'indemnité versée en cas de réalisation du risque.

La déductibilité des primes est possible, que la prime soit forfaitaire ou non. Par ailleurs, l'indemnité imposable pourra être répartie par parts égales l'année de la réalisation du risque et les quatre années suivantes.

Application au cas

En l'espèce, le régime fiscal de cette assurance homme-clé est celui précité. Il est plutôt avantageux afin d'inciter les entreprises à souscrire ce type de contrat d'assurance.

★★ EXERCICE 2 La société FMR et les risques d'irradiation ⌘ 20 minutes

1. La société FMR se demande dans quelle mesure elle va pouvoir mettre en œuvre son assurance.

Règle de droit

L'assurance responsabilité civile permet de garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile de l'assuré en cas de dommage causé aux tiers. Le souscripteur est l'entreprise. L'assuré peut être l'entreprise et/ou ses dirigeants.

Cette assurance est mise en œuvre lorsque l'activité de l'entreprise ou la livraison du bien ou des travaux cause un préjudice à une personne.

Pour mettre en œuvre la garantie fournie par cette assurance, il faut apporter la preuve d'une mise en cause de sa responsabilité civile.

Application au cas

En l'espèce, la société FMR est poursuivie en responsabilité par un centre d'imagerie médicale. Elle devra lui verser des dommages et intérêts en fonction du préjudice subi. La société FMR ayant souscrit une assurance responsabilité, elle peut mettre en œuvre cette garantie.

2. La solution serait-elle la même s'il s'avérait que les machines livrées ne répondent pas aux normes de sécurité concernant l'irradiation ?

Règle de droit

Pour que l'assurance soit mise en œuvre, il ne faut pas que :

- le risque soit un cas exclu par la loi : faute intentionnelle, guerre ;
- le dommage soit prévisible, couvert par un contrat spécifique ou lié à un non-respect des lois.

Application au cas

Le cas cité ne semble pas faire partie des risques ou dommages exclus par la loi. En revanche, s'il s'avérait que les machines livrées n'étaient pas conformes aux normes de sécurité, alors on pourrait considérer qu'il y a non-respect de la loi ou des règles et non-application de la garantie prévue par cette assurance.

3. Le recours fait par le centre d'imagerie médicale est-il possible ?

Règle de droit

En cas de mise en œuvre d'une assurance responsabilité, le recours est en principe exercé par l'assuré afin d'obtenir le versement d'une indemnité lui permettant à son tour d'indemniser la victime.

Cependant, il est possible pour la victime de la faute commise dans le cadre de l'engagement de la responsabilité de l'entreprise d'exercer un recours direct contre l'assureur afin d'obtenir une indemnisation.

Application au cas

Le centre d'imagerie médicale a subi un préjudice du fait des vices de fabrication des machines en cause. Il s'agit donc de la victime, le responsable étant le fabricant, à savoir la société FMR. Cette dernière étant assurée en cas d'engagement de sa responsabilité, le centre d'imagerie, la victime, pourra faire une action directe pour obtenir paiement de la part de l'assureur.

4. Après avoir rappelé rapidement les conditions d'engagement de la responsabilité civile du dirigeant, pensez-vous que l'assurance responsabilité civile puisse être sollicitée dans cette situation ?

Règle de droit

La responsabilité civile du dirigeant est engagée comme toute responsabilité civile dès lors qu'il y a un préjudice, un fait générateur et un lien de causalité entre les deux. Le fait générateur peut être commis par le dirigeant. Il s'agit alors d'une faute de gestion, d'un non-respect de la loi ou des statuts. Le recours en responsabilité est exercé par la personne ayant subi un préjudice direct et personnel. Il s'agit de la société, personne morale. Dans certains cas, il peut s'agir des associés s'ils arrivent à prouver qu'ils ont subi un préjudice personnel distinct de celui de la société. Le recours en responsabilité civile peut être exercé par les tiers uniquement si la faute commise par le dirigeant est une faute détachable de ses fonctions.

Le contrat d'assurance responsabilité civile peut prévoir de couvrir les conséquences de l'engagement de la responsabilité civile du dirigeant du fait des actes accomplis dans l'exercice de ses missions. Cette prise en charge concerne uniquement le dirigeant de droit, sauf en cas de clause expresse prévue dans le contrat d'assurance. Dans ce cas, l'assurance prendra en charge le versement des dommages et intérêts à la place du dirigeant.

Application au cas

Dans le cas de la société FMR, on constate que le dirigeant a commis une ou plusieurs fautes de gestion à l'origine du préjudice subi par le tiers. La société pourrait engager la responsabilité civile du dirigeant du fait de son obligation de réparer ce préjudice. Le recours par les associés semble moins sûr en l'absence de préjudice personnel. Par ailleurs, le tiers, centre d'analyse, ne peut exercer un recours direct contre le dirigeant, ce dernier n'ayant pas commis une faute détachable de ses fonctions.

En conclusion, l'assurance responsabilité civile pourrait être prévue pour prendre en charge le préjudice subi par la société devant indemniser la victime et verser une indemnité à la société à la place du dirigeant. Cela éviterait que le dirigeant n'ait à prendre en charge sur ses biens personnels l'engagement de sa responsabilité professionnelle.

★★★ EXERCICE 3 L'exploitation Marzof et le contrat d'assurance-vie ⌘ 30 minutes

1. Présentez-lui le fonctionnement d'un contrat d'assurance-vie.

Règle de droit

Le contrat d'assurance-vie est un contrat dont l'objet est de couvrir le décès de l'assuré. Le souscripteur est la personne qui contracte le contrat et verse les primes. L'assuré est la personne sur la tête de laquelle pèse le risque. Le bénéficiaire est la personne désignée par le souscripteur pour bénéficier du capital ou de la rente en cas de réalisation du risque.

Le souscripteur verse régulièrement des primes jusqu'à réalisation du risque, qui peut être le décès de la personne, son départ à la retraite ou le fait d'être toujours en vie à une date donnée. À la réalisation de ce risque, l'assureur est chargé de reverser cet argent sous la forme d'un capital ou d'une rente au bénéficiaire qui aura été désigné comme tel dans le contrat.

Application au cas

Le contrat d'assurance-vie souscrit par Étienne Marzof consisterait, pour lui, à verser des primes à l'assureur pour qu'en cas de décès un capital soit reversé à ses deux enfants, Jennifer et Dylan, désignés comme bénéficiaires de ce contrat.

2. Quels sont les droits du souscripteur dans le cadre de l'exécution de ce contrat ?

Règle de droit

Le souscripteur d'un contrat d'assurance-vie a un droit de créance sur la provision mathématique constituée par l'assureur. Cette provision permet au souscripteur de demander à tout moment le rachat du contrat lui permettant de se retirer de façon totale ou partielle. Il peut également demander une avance assimilée à un prêt.

Application au cas

Les droits du souscripteur sont principalement des droits de rachat ou d'avance liés à son droit de créance portant sur la provision mathématique constituée par l'assureur.

3. En quoi ce contrat permettrait-il d'aménager plus facilement la transmission de son entreprise ?

Règle de droit

En cas de transmission d'une entreprise à ses héritiers, le dirigeant doit veiller à une transmission équitable entre ses différents héritiers. Ces derniers seront alors propriétaires en indivision de l'entreprise et devront l'exploiter en commun. Si certains d'entre eux ne le souhaitent pas, ils peuvent alors renoncer à leur réserve héréditaire constituée de leurs droits sur l'entreprise. En contrepartie, ils percevront le montant de l'assurance-vie souscrite pour leur compte.

Application au cas

Jimmy pourra obtenir la transmission de l'entreprise familiale. Jennifer et Dylan percevront le capital issu du contrat d'assurance-vie souscrit par leur père afin d'établir un équilibre dans le partage de la succession.

4. Étienne peut-il revenir sur son engagement ? À quelles conditions ?

Règle de droit

Le souscripteur d'un contrat d'assurance-vie a une faculté de renonciation. Pour l'exercer, il doit respecter plusieurs conditions :

- exprimer sa décision de renonciation par LRAR ;
- le faire dans un délai de 30 jours à compter de la conclusion du contrat.

L'assureur a pour obligation de fournir dans le contrat un modèle de lettre de renonciation.

L'exercice de la renonciation entraîne la nullité du contrat et le remboursement des primes déjà versées.

Au-delà du délai de 30 jours, la seule solution qui reste au souscripteur est de résilier le contrat en faisant un rachat total. Selon la durée du contrat, il sera soumis au versement de pénalités et à une imposition de la plus-value réalisée plus ou moins importante.

Application au cas

Étienne pourra exercer sa faculté de renonciation s'il est encore dans les délais.

À défaut, il devra rompre le contrat en procédant à un rachat total dans les conditions fixées par le contrat d'assurance-vie. Cette solution est moins favorable que la précédente car soumise à fiscalité lorsque le contrat est encore récent et au versement de pénalités auprès de l'assureur.